

Revenus des ménages

En 2000, le revenu disponible brut des ménages est nourri par une progression sensible et régulière des revenus d'activité, due principalement à la forte augmentation des effectifs employés. Cette orientation se prolonge au premier semestre de 2001, une légère accélération des salaires individuels venant compenser à partir de la fin 2000 une progression un peu moins rapide de l'emploi.

La prise en compte des prélèvements fiscaux fait apparaître un revenu disponible nominal plus dynamique à partir de l'automne 2000. Les allègements d'impôts bénéficient aux ménages surtout à la fin 2000 et en 2001, alors que les recettes fiscales ont été en nette progression jusqu'à l'été.

Ce profil du revenu est accentué, en ce qui concerne le pouvoir d'achat, par une inflation qui augmente jusqu'en novembre sous l'effet des hausses du pétrole, puis se modère un peu au premier semestre prochain. Ainsi, le pouvoir d'achat, déprimé à l'été, accélère à partir du quatrième trimestre de 2000.

En moyenne annuelle, le revenu disponible brut des ménages augmenterait en 2000 de +3,8%, après +3,1% en 1999. Toutefois cette augmentation plus forte du revenu nominal est compensée cette année par la montée de l'inflation. Les gains de pouvoir d'achat des ménages sont donc comparables à ceux de 1999 : +2,4% en moyenne annuelle.

Les revenus d'activité en forte croissance

La masse salariale reçue par les ménages aurait connu une nette accélération pendant l'année 2000 (+4,5% en moyenne annuelle, après +3,9% en 1999), sous l'effet des nombreuses créations d'emploi.

Sur le champ des sociétés non-financières et des entreprises individuelles, la hausse de la masse salariale atteindrait +5,1% en moyenne annuelle pour l'année 2000. L'emploi salarié aurait encore accéléré. Sa croissance serait de +3,3% cette année après +2,4% en 1999. De son côté, le salaire moyen par tête aurait connu en 2000 une évolution analogue à celle de 1999 (+1,8% en moyenne annuelle, après +1,7% en 1999). Les créations d'emploi auraient vu leur rythme de croissance s'infléchir au second semestre de l'année 2000. Les salaires auraient connu un mouvement inverse : croissance modérée sur la première partie de l'année, accélération au second semestre.

Dans la fonction publique, la masse salariale n'aurait pas accéléré, avec en 2000 comme en 1999 une croissance de +3,1%. Ont joué la stabilisation des créations d'emploi -la montée en charge du dispositif des emplois-jeunes étant achevée-, le maintien en l'état de l'indice de traitement de la fonction publique jusqu'au mois de décembre 2000, l'impact des mesures catégorielles et celui du glissement vieillesse technicité.

REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Salaires bruts (59%)	2,0	1,9	2,3	2,5	2,4	3,9	3,9	4,9	3,9	3,9	4,5
Prestations sociales en espèces (32%)	1,7	1,2	1,1	2,1	0,9	3,0	3,0	3,1	2,5	3,4	2,7
Excédent brut d'exploitation (24%)	0,9	1,2	1,5	1,2	1,6	3,1	2,2	2,6	3,2	2,4	2,7
Revenus de la propriété (9%)	2,3	2,9	3,5	4,0	4,5	8,4	5,3	7,6	9,8	5,7	6,8
Prélèvements sociaux et fiscaux (-24%)	0,7	2,2	4,4	-4,0	6,5	7,9	2,9	0,2	4,8	6,0	4,2
dont : Cotisations des salariés (-8%)	2,5	2,8	2,2	2,5	1,5	-21,2	5,3	4,7	-21,6	5,0	4,9
Cotisations des non salariés (-2%)	1,4	6,9	-3,4	1,9	2,3	-19,9	8,3	-1,5	-22,4	5,5	2,1
Impôts sur le revenu y compris CSG et CRDS (-14%)	-0,4	1,3	6,6	-8,1	10,0	41,2	0,9	-2,0	35,4	6,5	4,2
Revenu disponible brut (100 %)	2,0	1,6	1,3	3,8	0,9	3,0	3,6	5,2	3,7	3,1	3,8
Prix de la consommation des ménages (comptes trimestriels)	0,5	0,4	0,7	0,8	0,4	0,4	0,9	1,5	0,7	0,7	1,4
Pouvoir d'achat du RDB	1,5	1,2	0,7	2,9	0,5	2,6	2,7	3,6	3,0	2,4	2,4

■ Préviation

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

Les revenus des non-salariés auraient bénéficié du dynamisme de l'activité, en particulier au début de 2000. L'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels progresserait de +2,9% en moyenne annuelle sur l'année 2000, après +1,6% en 1999.

Globalement les revenus d'activité auraient très fortement soutenu la croissance du revenu des ménages en 2000, progressant de +4,3% en moyenne annuelle, après +3,5% en 1999.

Au premier semestre de 2001, les revenus d'activité progresseraient à un rythme annualisé similaire à celui du second semestre 2000 (environ +4,5%). En effet, l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels continuerait de croître au premier semestre de 2001, en phase avec l'activité économique. L'emploi et les salaires dans le secteur privé garderaient des évolutions similaires à celles du second semestre de 2000. Dans le secteur des SNF-EI,

les créations d'emploi et le salaire moyen par tête progresseraient tous les deux à un rythme annualisé proche de 2,5%. La masse salariale de la fonction publique devrait légèrement accélérer sous l'effet de la revalorisation de l'indice de traitement de 0,5% au 1er décembre 2000.

Les prestations sociales sur leur rythme tendanciel

En 2000, les prestations sociales en espèces reçues par les ménages retrouvent leur rythme tendanciel (+2,7% en moyenne annuelle). La progression exceptionnelle observée en 1999 (3,4%) tenait à la suppression de la mise sous condition de ressource des allocations familiales. Au premier semestre de 2001, au travers d'évolutions contrastées, le total des prestations versées devrait connaître un ralentissement (+0,9% en glissement semestriel, après +1,1% et 2,1% au premier et second semestre 2000).

LES PRESTATIONS SOCIALES

Les prestations familiales auraient connu une croissance soutenue en 2000. Ce dynamisme s'explique en particulier par le coup de pouce de 0,3 point accordé lors de la revalorisation de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF), et par d'autres mesures annexes de la loi de finances de la sécurité sociale pour 2000, suite aux conférences de la famille. Cependant, en volume la progression est atténuée par une hausse des prix plus forte que celle qui était prévue.

Au premier semestre de 2001, le volume de ces prestations devrait connaître une croissance stable. Toutefois, la revalorisation prévue de 1,8% au 1er janvier 2001 de la BMAF devrait entraîner une accélération des versements en valeur.

Les dépenses de la branche vieillesse auraient légèrement décéléré en 2000, malgré le coup de pouce de 0,3 point dont ont bénéficié les pensions de retraites. Cette progression modérée s'explique par la situation démographique : la période actuelle correspond à l'arrivée à la retraite des générations creuses, nées à la fin des années 30 et au début des années 40. Cette décélération des prestations vieillesse en volume enregistrée depuis quelques années devrait se poursuivre au premier semestre de 2001. En revanche, les dépenses en valeur du régime vieillesse devraient accélérer au début de l'année prochaine, sous l'effet de la revalorisation des pensions de retraite de 2,2% (au lieu de 1,7% à législation inchangée).

En 2000, les dépenses de la branche maladie auraient largement dépassé les prévisions initiales. En effet, l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) devrait être dépassé de plus de 13 milliards de francs. Cette accélération reflète essentiellement la vigueur des dépenses en soins de ville. Les prestations sociales en espèces⁽¹⁾ auraient été stimulées par l'accélération des indemnités journalières, en liaison avec la croissance de l'emploi. De plus, on a enregistré une recrudescence des naissances en début d'année, qui a entraîné une forte progression des indemnités journalières

maternité. Pour l'année 2001, l'ONDAM sera augmenté de +3,5% par rapport à l'objectif 2000 partiellement rebasé compte tenu de l'intégration d'une partie du dépassement 2000. Les indemnités journalières devraient légèrement ralentir au premier semestre de 2001, en parallèle avec l'évolution de l'emploi.

La convention d'assurance chômage, ainsi que d'autres dispositifs liés à l'Unédic (ARPE et conventions de conversion) ont été prorogés en juillet 2000, en l'absence d'accord sur la nouvelle convention Unédic. La branche chômage aurait enregistré une diminution de ses versements en 2000, en raison de la baisse du nombre de demandeurs d'emploi à indemniser. La nouvelle convention Unédic relative à l'aide au retour à l'emploi devrait être appliquée à partir du 1er janvier 2001. Elle implique en particulier une extension du champ d'indemnisation⁽²⁾, et l'arrêt de la dégressivité des allocations. Cependant cette dernière mesure n'est applicable qu'à partir de juillet 2001. Les dépenses de la branche chômage devraient rester en légère diminution au premier semestre de l'année prochaine.

Enfin, malgré la revalorisation des minima sociaux au 1er janvier 2000, les prestations sociales directement versées par les administrations publiques n'auraient pas accéléré cette année. Elles connaîtraient même une diminution au premier semestre de 2001 en raison de la baisse du volume des préretraites versées par l'État, et ce en dépit de la valorisation de 2,2% des minima sociaux décidée pour l'an prochain. ■

(1) Au sein des prestations maladie, seules les prestations en espèces sont comptabilisées dans le revenu disponible brut des ménages, il s'agit en particulier des indemnités journalières, des prestations accident du travail et invalidité décès. L'essentiel des prestations maladies sont des transferts sociaux en nature qui n'apparaissent que dans le revenu disponible ajusté.

(2) Les demandeurs d'emploi seraient pris en charge par le régime d'assurance chômage dès lors qu'ils auraient cotisé 4 mois dans les 18 derniers mois (contre 4 mois au cours des derniers 8 mois actuellement dans le cadre de l'AUD).

Les allègements sur les prélèvements obligatoires soutiennent le revenu

Les prélèvements directs sur les ménages auraient nettement ralenti en 2000 (+4,2% en moyenne annuelle, après +6,0% en 1999).

Cette évolution s'explique pour moitié par les allègements sur l'impôt sur le revenu décidés dans le projet de loi de finances rectificative pour 2000. En effet, les deux premiers taux d'imposition ont été baissés, ce qui correspond à une réduction de 11 milliards de francs. En outre, un allègement de 11 milliards de francs a également été mis en place sur la taxe d'habitation.

Les allègements sur l'impôt sur le revenu se poursuivraient en 2001 : la baisse décidée des quatre premiers taux d'imposition devrait correspondre à un allègement de 23 milliards de francs pour l'année prochaine. A cela s'ajoute la baisse de la CSG et de la CRDS sur les bas salaires, pour près de 8 milliards de francs.

Par ailleurs, la nouvelle convention Unédic contient un programme de réduction des taux de cotisation sur deux ans qui débute au 1er janvier 2001⁽¹⁾.

Globalement les prélèvements directs sur les ménages devraient encore ralentir en 2001. Ils soutiendraient l'évolution du pouvoir d'achat des ménages.

Des revenus financiers toujours dynamiques

Le solde des revenus financiers aurait connu une accélération en 2000 (+6,8% en moyenne annuelle, après +5,7% en 1999). La croissance des revenus distribués par les sociétés serait restée stable en 2000. En revanche, les intérêts reçus par les ménages progresseraient de nouveau. ■

(1) Baisse des taux de cotisation Unédic :

Première étape en 2001 avec une cotisation globale ramenée de 6,18% à 5,80% au 1er janvier (3,70% à la charge des employeurs, 2,10% à la charge des salariés) et la suppression de la cotisation supplémentaire de 0,50% au 1er juillet 2001.

Deuxième étape en 2002 avec une cotisation globale ramenée à 5,40% en deux temps : -0,2 point au 1er janvier 2002 et -0,2 point au 1er juillet 2002.

LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	1,7	1,2	1,1	2,1	0,9	3,0	3,0	3,1	2,5	3,4	2,7
Prestations de Sécurité Sociale (71%)	1,7	1,2	1,0	1,6	1,3	2,5	2,9	2,6	2,4	3,2	2,6
dont : Versés par le Régime général	1,3	1,5	1,4	1,8	2,2	2,4	2,9	3,2	2,4	3,0	3,2
Prestations de régimes privés (6%)	0,8	1,8	2,5	2,2	1,6	6,2	2,7	4,7	6,3	3,0	4,4
Prestations directes d'employeur (14%)	2,4	2,1	2,0	2,1	1,7	4,0	4,6	4,2	3,6	4,5	4,3
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	0,9	0,1	-1,3	5,7	-4,0	3,5	1,0	4,4	-0,7	3,6	0,1
Total des prélèvements sociaux	1,8	2,7	1,1	1,8	1,3	4,2	4,6	2,9	3,0	4,8	3,5
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100%)	2,0	2,7	0,8	1,5	1,7	-5,7	4,8	2,4	-6,8	4,6	3,2
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (65%)	1,9	2,2	0,7	1,1	1,7	5,0	4,2	1,8	3,7	4,4	2,6
Cotisations des salariés (28%)	2,5	2,8	2,2	2,5	1,5	-21,2	5,3	4,7	-21,6	5,0	4,9
Cotisations des non salariés (7%)	1,4	6,9	-3,4	1,9	2,3	-19,9	8,3	-1,5	-22,4	5,5	2,1

Prévision

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

DE LA MASSE SALARIALE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET ENTREPRISES INDIVIDUELLES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Entreprises non financières (SNF - EI) (67%)	2,1	2,2	2,6	2,8	2,5	4,0	4,3	5,5	4,0	4,1	5,1
dont : Salaire moyen par tête	0,8	0,8	0,8	1,2	1,2	1,6	1,6	2,0	1,8	1,7	1,8
Sociétés financières (5%)	0,7	1,9	1,4	3,8	2,6	3,6	2,7	5,3	4,3	2,3	4,2
Administrations publiques (25%)	1,6	1,3	1,6	1,5	1,9	3,6	2,9	3,1	3,5	3,1	3,1
Ménages hors EI (1,8%)	2,5	2,4	2,8	3,6	2,7	7,1	5,0	6,4	6,2	5,6	5,8
Masse salariale brute reçue par les ménages (100%)	2,0	1,9	2,3	2,5	2,4	3,9	3,9	4,9	3,9	3,9	4,5

Prévision

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

Consommation des ménages

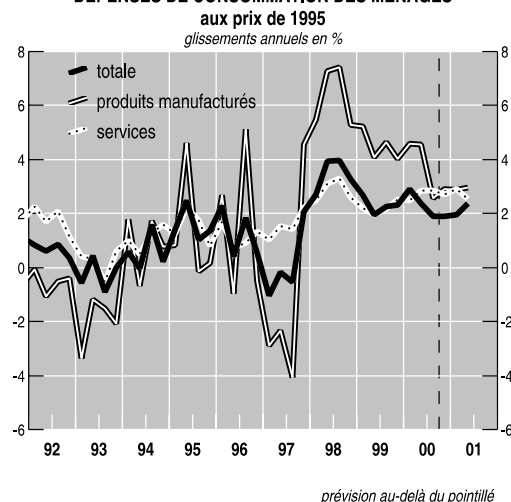
Les dépenses de consommation des ménages sont restées vigoureuses début 2000, soutenues par le dynamisme du revenu et un climat de confiance très favorable. Le vif renchérissement des produits énergétiques a cependant infléchi leur progression en cours d'année. En moyenne annuelle, la consommation des ménages devrait s'accroître de 2,3% en 2000. Cette progression, légèrement inférieure à celle du pouvoir d'achat du revenu disponible, masque un net ralentissement en cours d'année, conduisant à un rythme annuel d'à peine 1,5%.

A compter du dernier trimestre de 2000, la consommation privée réaccélérerait, tirée par le revenu. Celui-ci progresserait du fait du dynamisme de l'emploi, de la légère accélération des salaires et de la baisse des prélèvements. Le pouvoir d'achat profiterait également d'une légère décélération de l'inflation. Ce supplément de revenu, comme d'ordinaire, ne serait qu'en partie consommé dans un premier temps. L'épargne pourrait être aussi encouragée par la remontée des taux d'intérêt nominaux. Ainsi la croissance des dépenses de consommation retrouverait un rythme annualisé supérieur à 2,5% au premier semestre de 2001, et le taux d'épargne augmenterait, atteignant environ 16,7%.

Inflexion de la consommation au cours de l'année 2000

Continuant sur leur tendance favorable de 1999, les dépenses de consommation des ménages ont bénéficié au début de l'année 2000 du dynamisme du revenu. Celui-ci profitait de la vigueur des créations

DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES



d'emplois. En outre, la baisse du chômage a contribué à instaurer un climat de confiance, attesté par les enquêtes de conjoncture. L'opportunité d'acheter n'a cessé de s'accroître jusqu'à la fin de l'été. Ce contexte a été particulièrement favorable aux dépenses de consommation en biens durables, très dynamiques au premier semestre.

Ce dynamisme de la consommation, quasi-ininterrompu depuis la fin de 1997, a cependant été nettement infléchi à partir du printemps par l'envolée du prix des produits énergétiques. Les dépenses en énergie ont été directement affectées, reculant au deuxième comme au troisième trimestre. Les ménages ont notamment réduit leurs achats de fuel et ont contracté leurs dépenses en carburants. Par ailleurs, l'évolution du prix de l'énergie a pesé sur le pouvoir d'achat. Les dépenses en produits manufacturés ont

DÉPENSES DE CONSOMMATION ET PRINCIPALES COMPOSANTES

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Dépenses totales de consommation des ménages⁽¹⁾	0,8	1,5	0,9	1,0	1,4	3,3	2,3	1,9	3,5	2,3	2,3
dont :											
Alimentation (19,2%)	1,6	0,6	-1,1	1,7	0,6	0,6	2,2	0,5	1,3	1,9	0,7
Énergie (7,6%)	-1,6	1,4	-1,3	1,4	0,5	5,9	-0,3	0,1	3,4	0,5	0,3
Services (48,2%)	1,1	1,4	1,4	1,2	1,3	2,6	2,5	2,7	2,9	2,2	2,7
Produits manufacturés (25,0%)	1,6	2,3	2,2	0,7	2,3	5,3	4,0	2,9	6,3	4,5	3,6
Dépenses individualisables des administrations	1,5	1,3	1,1	1,3	1,3	2,4	2,7	2,4	2,4	2,7	2,4
Consommation effective totale	1,0	1,4	1,0	1,0	1,4	3,1	2,4	2,0	3,2	2,4	2,3

Prévision
NB : Les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1997.
(1) Y compris solde territorial.

ainsi ralenti en cours d'année. La consommation en textile-habillement a été faible et les achats d'automobiles se sont stabilisés. Ces derniers ne devraient progresser que de 1% en 2000 (la croissance des immatriculations totales étant principalement imputable aux achats de véhicules de société⁽¹⁾). Le glissement annuel de la consommation en produits manufacturés s'inscrivait ainsi à 2,6% à la fin du troisième trimestre, soit deux points de moins qu'en début d'année.

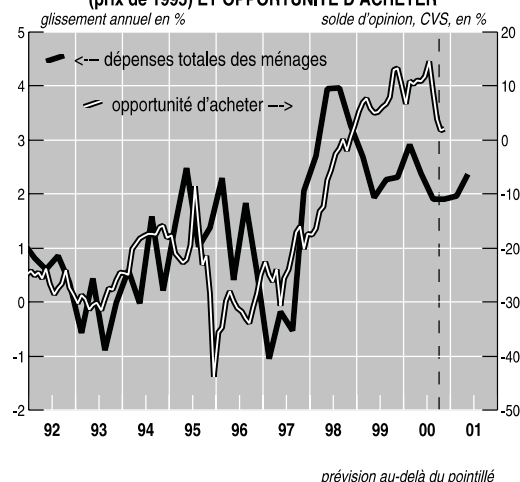
Reprise de la consommation fin 2000 et début 2001

La croissance de la consommation devrait se reprendre en fin d'année, pour revenir sur un rythme annuel supérieur à 2,5% au premier semestre de 2001. Les dépenses seraient en effet soutenues par la vigueur retrouvée du revenu réel. Malgré un certain ralentissement des créations d'emplois, le pouvoir d'achat bénéficierait d'une légère accélération des salaires, du ralentissement progressif des prix et de nouvelles baisses de prélèvements. Dans ce contexte d'accélération du revenu et de poursuite de la baisse du chômage, la confiance des ménages, qui s'est stabilisée en fin d'année, ne se dégraderait pas significativement dans les mois à venir.

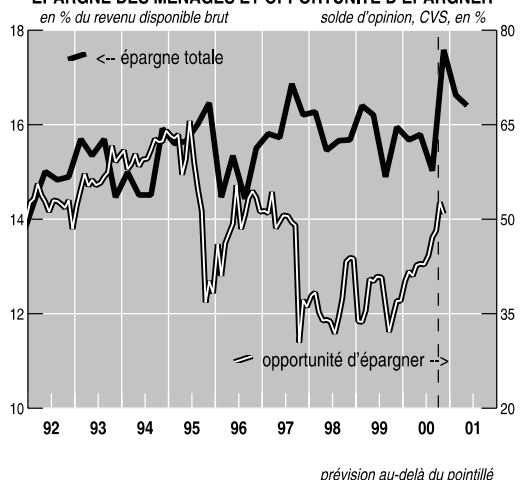
Les dépenses en biens devraient accélérer. Les dépenses en produits énergétiques marqueraient un rebond au quatrième trimestre 2000, les ménages ne pouvant plus retarder davantage leurs achats de fuel. Elles bénéficieraient l'an prochain du repli progressif du prix des carburants et des combustibles. Les dépenses en produits manufacturés reprendraient sur un rythme supérieur à 3% jusqu'à la mi-2001. Les achats des ménages en automobiles, modérés en fin d'année, se redresseraient légèrement au début de 2001, la suppression du millésime de juillet conduisant probablement à un déplacement des achats vers le début d'année. Les dépenses en biens d'équipement du foyer pourraient être légèrement affectées par le ralentissement de l'investissement des ménages en logement mais elles continueraient d'être stimulées par la diffusion des produits de "nouvelle technologie".

Les dépenses de consommation en services, qui se sont mieux tenues en cours d'année 2000, seraient vigoureuses au premier semestre de 2001, progressant à un rythme proche de 3%. Elles resteraient dynamisées par la montée en charge des services de télécommunications (téléphonie mobile, Internet), dont la contribution à la croissance de la consommation

DEPENSES TOTALES DE CONSOMMATION DES MENAGES (prix de 1995) ET OPPORTUNITE D'ACHETER



EPARGNE DES MENAGES ET OPPORTUNITE D'EPARGNER



tion de services s'élève à plus de 0,2 point chaque trimestre. Par ailleurs, les dépenses en services de transport, qui s'étaient infléchies au cours de l'année 2000 notamment sous l'effet du renchérissement des carburants, devraient être à nouveau favorablement orientées dans les mois à venir.

Au total, les dépenses de consommation des ménages devraient s'accroître de 2,3% en moyenne annuelle en 2000. Leur rythme de progression s'établirait à plus de 2,5% jusqu'à la mi-2001, rythme plus modéré que celui du pouvoir d'achat du revenu disponible. Les seules dépenses en produits manufacturés augmenteraient de 3,6% en 2000, et progresseraient de plus de 4% en rythme annuel au premier semestre de 2001. ■

(1) Ces achats sont considérés comme de l'investissement des entreprises dans le système de comptabilité nationale.

TAUX D'ÉPARGNE

	Niveaux semestriels					Niveaux annuels		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.			
Taux d'épargne	16,3	15,4	15,7	16,3	16,7	15,8	15,9	16,0
Taux d'épargne financière	7,3	6,4	6,7	7,3	7,8	7,2	6,9	7,0

■ Préviation

Investissement

La vigueur de l'investissement ne se dément pas. Sur l'ensemble de l'année 2000, l'investissement des entreprises aurait progressé de 6% globalement et de 7% dans l'industrie (11% dans l'industrie manufacturière). Le très fort dynamisme de la demande s'est accompagné d'une montée progressive des tensions sur l'appareil de production, le taux d'utilisation des capacités étant en fin d'année 2000 très élevé dans la plupart des secteurs industriels. La demande de facteurs est forte dans toutes les activités. Dans le secteur tertiaire, cela s'est traduit au premier chef par une forte augmentation des effectifs en 2000, les dépenses d'équipement progressant un peu moins vite.

Les dépenses en informatique, légèrement ralenties en début d'année après le vif effort consenti pour la préparation du passage à l'an 2000, auraient retrouvé un rythme plus soutenu au second semestre de 2000. Par ailleurs, les dépenses en BTP ont également fortement progressé.

En 2001, l'investissement des entreprises devrait continuer de bénéficier d'un contexte favorable et progresserait sur un rythme annualisé de l'ordre de 7% au premier semestre. Il s'explique par le maintien d'une demande dynamique, alors même que les capacités de production sont déjà très sollicitées. Par ailleurs, les conditions de financement demeurent favorables, même si elles le sont un peu moins qu'au cours des deux dernières années.

Un rythme d'investissement soutenu en 2000, pour tous les types d'équipement

L'investissement des entreprises a continué d'être dynamique tout au long de l'année 2000. Tous les déterminants de l'investissement ont été très favorables. En particulier, la demande est demeurée très forte. La poursuite de la croissance s'est accompagnée d'une montée des tensions sur l'appareil productif, et les chefs d'entreprise ont été fortement incités à poursuivre l'effort d'investissement pour accroître les capacités d'offre et accélérer le renouvellement et la modernisation de leurs équipements.

Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2000, l'investissement des entreprises aurait progressé d'un peu plus de 6%. Cette progression serait en léger retrait par rapport à 1999 (+7,7%). Cette moindre augmentation résulterait de la progression ralentie en début d'année des dépenses en informatique, après les gros investissements réalisés les deux années précédentes à l'occasion de la préparation du passage à l'an 2000. Par branche, l'investissement du secteur tertiaire aurait été un peu moins dynamique (7% en 2000, après 10% en 1999), car la vigueur de la demande aurait d'abord bénéficié à la croissance des effectifs (supérieure à 4%).

Le profil d'investissement du second semestre de 2000 aurait été affecté par un tassement de l'investissement en automobile à la rentrée, qui serait corrigé en cette fin d'année. Il s'agirait avant tout d'un effet de calendrier lié à la suppression du millésime. Les

INVESTISSEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS

(aux prix de 1995, évolutions en %)

	moyennes annuelles				
	1996	1997	1998	1999	2000
Par secteur d'activité ⁽¹⁾					
Agriculture (8%)	8,7	4,6	0,8	0,0	0,0
Industrie (35%)	8,9	3,9	4,1	5,0	7,0
dont industrie manufacturière	11,7	5,6	9,5	7,0	11,0
Construction (2%)	-11,1	-2,6	3,1	6,0	6,0
Tertiaire (55%)	-5,7	-1,5	11,4	9,7	6,8
Ensemble des SNFEI	-0,9	0,5	8,1	7,7	6,2
Par produit					
Produits manufacturés	2,1	2,8	11,8	9,0	6,2
Bâtiment et travaux publics	-8,7	-7,7	-0,5	5,2	6,5

■ Prévisions

(1) Structure de l'investissement en valeur en 1997.

autres dépenses seraient restées en forte hausse. Les dépenses en biens d'équipement, hors automobile, ont même accéléré. Les dépenses en BTP sont aussi demeurées très dynamiques, les mises en chantier des bâtiments non résidentiels ayant progressé de plus de 15% en glissement sur un an.

Tensions dans l'industrie

La progression de l'investissement aurait atteint 7% dans l'ensemble de l'industrie en 2000 (après 5% en 1999), et 11% dans l'industrie manufacturière (après 7% l'année précédente) d'après la dernière enquête investissement. La vigueur de la demande en biens d'équipement, qui s'est traduite à la fois dans les importations et dans l'activité des grossistes, a témoigné de ce dynamisme.

L'offre de biens peine à suivre la demande : les taux d'utilisation des capacités ont atteint un sommet historique. La durée d'utilisation des équipements a aussi progressé très fortement, d'après les chefs d'entreprise interrogés à l'enquête sur les facteurs de production de juillet. La part des entreprises industrielles confrontées à des difficultés d'offre a très fortement augmenté : elle est passée de 17% en juillet 1999 à 30% en janvier 2000 puis à 44% en octobre. La montée des difficultés d'offre spécifiquement liées aux équipements est particulièrement marquée. L'effort d'extension des capacités a donc fortement progressé, la part des investissements de capacité atteignant plus de 20% en 2000, contre 16% en moyenne sur les années passées, d'après l'enquête investissement d'octobre.

Le niveau des tensions et des perspectives de demande toujours soutenues expliquent ainsi le dynamisme de l'investissement en 2000. Dans l'automobile, l'investissement aurait progressé de 22%, après une hausse de 19% en 1999. L'investissement aurait fortement rebondi dans les biens intermédiaires, avec une croissance de 11% contrastant avec la stagnation enregistrée en 1999. Enfin les

perspectives d'investissement dans la branche des biens d'équipement, plus modestes que dans les autres branches en début d'année 2000, ont fortement progressé (+9% en 2000), reflétant la forte pression de la demande.

Un investissement toujours dynamique au premier semestre de 2001

Les industriels interrogés en octobre indiquent que leurs projets actuels correspondent à une augmentation de 5% de l'investissement en 2001. Mais ils sont traditionnellement prudents à cette période de l'année. Dans un contexte où la demande demeurerait soutenue, les anticipations des chefs d'entreprise s'affirmeraient. Le niveau d'utilisation des capacités ne devrait pas se relâcher sensiblement à court terme et les chefs d'entreprise seraient ainsi toujours incités à accroître et à moderniser leurs moyens de production. Une révision en hausse des budgets d'investissement 2001 est donc à attendre.

En outre, les conditions globales de financement demeurent favorables. Les taux d'intérêt ont quelque peu augmenté sur 2000 en moyenne, et les industriels signalent pour la première fois depuis plusieurs années qu'ils constituent un facteur un peu limitant. Toutefois, cette contrainte demeure faible et, par ailleurs, les ressources propres dégagées par les entreprises sont toujours abondantes.

Les dépenses d'équipement resteraient fortes dans l'industrie, avec en particulier une accélération des dépenses dans la branche des biens d'équipement. Seul l'investissement dans l'industrie automobile devrait plafonner, après deux années de très forte progression.

L'investissement du secteur tertiaire serait soutenu. Cependant, on devrait assister à un moindre dynamisme de l'investissement en BTP, le rythme de progression des mises en chantier ayant tendance à diminuer en cette fin d'année. ■

Stocks

La contribution des stocks à la croissance a été légèrement positive en 2000 (+0,2 point). La remontée des perspectives de prix et le souhait des industriels de reconstituer leurs stocks à partir d'un niveau jugé particulièrement bas fin 1999 peuvent expliquer l'accélération du stockage de produits manufacturés. Dans le bâtiment, le long mouvement de baisse des stocks commencé au milieu des années 90 a commencé à s'inverser.

Dans un contexte de maintien du rythme de la demande globale, et de stabilisation des perspectives de prix, les variations de stocks seraient globalement neutres sur la croissance à l'horizon du premier semestre de 2001.

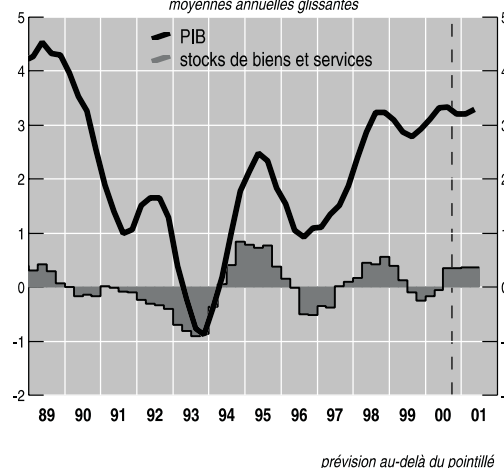
La reconstitution des stocks a soutenu la croissance en 2000

Sur l'ensemble de l'année 2000, le mouvement des stocks a soutenu la croissance à hauteur de 0,2 point du PIB, après une contribution négative l'année précédente. Dans l'industrie, les entrepreneurs répondant aux enquêtes de conjoncture ont fait état tout au long de cette année de niveaux de stocks particulièrement bas. Un mouvement de reconstitution des stocks s'est donc enclenché.

La contribution des stocks à la croissance serait quasi nulle début 2001

D'après les enquêtes disponibles, les industriels considèrent en cette fin d'année que le niveau de leurs stocks de produits finis reste inférieur à la normale bien que dans une moindre proportion. Ceci laisse encore une petite marge de reconstitution des stocks à l'horizon du premier semestre de 2001,

CONTRIBUTIONS DES VARIATIONS DE STOCKS
AUX ÉVOLUTIONS DU PIB
moyennes annuelles glissantes



d'autant que les perspectives de demande se maintiennent à un niveau élevé et que la tendance prévue des prix reste plutôt orientée à la hausse.

Les biens intermédiaires sont jusqu'à présent les seuls produits manufacturés pour lesquels la hausse du prix du pétrole a été répercutée de manière sensible sur les prix de production. Ce redressement progressif des prix a incité les producteurs comme les utilisateurs de ces produits à stocker. La contribution des stocks de biens intermédiaires à la croissance de la production a ainsi dépassé 0,5 point par trimestre depuis le troisième trimestre de 1999, bien que les perspectives de demande se soient infléchies dans le courant de cette année. À l'horizon du premier semestre de 2001, un infléchissement des perspectives de prix pourrait inverser ce mouvement.

En 2000, contrairement à l'année précédente, les mouvements de stocks d'automobiles ont pesé sur la croissance. L'opinion des industriels de cette branche sur le niveau de leurs stocks de produits finis demeure inférieure à la normale. La lenteur du stoc-

VARIATIONS DE STOCKS DE BIENS ET SERVICES

1997	1998	1999	2000		1998		1999		2000		2001
					1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
-13,0	32,7	12,4	38,3	Variations de stocks ⁽¹⁾ en Mds de F 1995	15,8	16,9	7,1	5,3	14,6	23,7	21,5
0,2	0,6	-0,2	0,2	Contribution des variations de stocks ⁽¹⁾ à l'évolution du PIB (en points)	0,5	0,0	-0,2	0,0	0,2	0,2	0,0

■ Prévision

(1) Variations de stocks de biens et services y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur.

kage de produits automobiles s'explique sans doute par les tensions sur les capacités de production, dont le taux d'utilisation a atteint 98% en octobre 2000.

Le comportement de stockage est un peu le même dans la branche des biens d'équipement. La baisse des stocks s'expliquerait par la difficulté de l'appareil productif à répondre à la vigueur de l'investissement. De fait, après une baisse continue depuis deux ans, l'opinion des industriels de cette branche sur leurs stocks de produits finis a désormais atteint un niveau relativement bas.

Interruption du déstockage dans la construction

Après avoir baissé considérablement et continûment depuis 1993, les stocks de bâtiments ont recommencé à augmenter depuis le dernier trimestre de 1999. En effet, après plusieurs années très difficiles au milieu des années 90, l'industrie du bâtiment a entamé une reprise vigoureuse à partir de 1998 qui a fini par se traduire par cette inversion du mouvement de déstockage. ■

Production

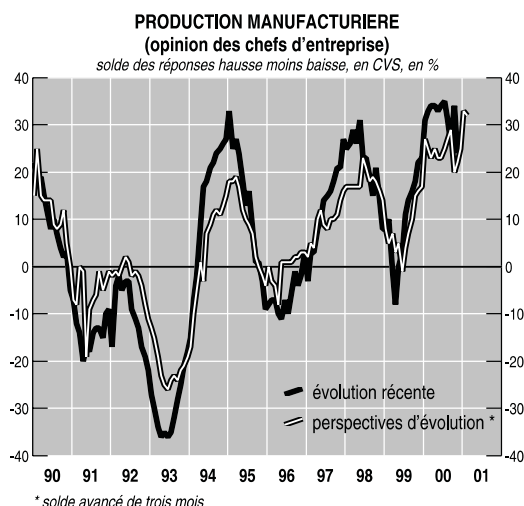
Au second semestre de 2000, la production a continué de progresser sur un rythme d'environ 3%. Si certaines tensions apparues sur l'appareil productif ont pu ponctuellement limiter la croissance de la production au premier semestre, le ralentissement de la consommation à la suite du choc pétrolier a permis d'atténuer ces phénomènes en seconde partie d'année.

La progression de la production se poursuivrait au même rythme au premier semestre de 2001. La reprise de la consommation des ménages viendrait en effet compenser une conjoncture mondiale moins favorable. La production industrielle accélérerait très légèrement. Les services continueraient sur des rythmes de progression soutenus, tandis que l'on observerait un ralentissement progressif dans la construction.

Accélération dans l'industrie

Après avoir légèrement décéléré au second semestre de 2000, le secteur manufacturier renouerait avec une pente de croissance légèrement supérieure à 4% au début de 2001. Malgré le léger ralentissement enregistré sur le passé récent, les perspectives personnelles de production des industriels demeurent extrêmement élevées dans les enquêtes de conjoncture de cette fin d'année. De fait, la consommation des ménages, qui a fortement ralenti dans le courant de 2000, devrait accélérer dans les prochains mois et compenser l'infléchissement progressif des exportations. Pour sa part, l'investissement productif, très soutenu en 2000, conserverait son dynamisme au premier semestre de 2001.

L'automobile aurait été cette année encore la branche la plus dynamique de l'industrie manufacturière. Néanmoins, après un premier semestre spectaculaire (marché intérieur vigoureux, exportations également, en particulier sur le marché espagnol), l'évolution du second semestre a été davantage en demi-teinte. En effet, alors que le choc pétrolier venait mordre sur le pouvoir d'achat des ménages, la suppression du changement de millésime au 1er juillet a déprimé les achats de voitures en France. Le rebond attendu et des perspectives personnelles de production des industriels très optimistes permettent d'envisager un début d'année 2001 dynamique.



La production de biens d'équipement professionnel a été très soutenue en 2000, du fait d'une demande étrangère exceptionnelle au premier semestre et de la progression continue de l'investissement en 2000. Les dernières enquêtes de conjoncture suggèrent que l'activité dans cette branche devrait rester très dynamique au premier semestre de 2001.

Dans la branche des biens de consommation, la production a été plus hésitante sur les trois premiers trimestres de 2000. L'activité pourrait accélérer progressivement d'ici le printemps prochain avec la reprise de la consommation des ménages.

Après le point haut atteint à l'été 1999, la production de biens intermédiaires décélère légèrement en 2000. Les anticipations des industriels interrogés dans les dernières enquêtes de conjoncture suggèrent que ce mouvement devrait se poursuivre, sans toutefois s'accroître au premier semestre de 2001. De fait, la branche des biens intermédiaires très ouverte sur l'extérieur (zone euro et hors zone euro) est sans doute la plus directement influencée par la décélération du cycle industriel mondial.

Croissance soutenue dans les services

Les services marchands devraient connaître en 2000 une nouvelle année de croissance forte (proche de 4% pour la production en volume). Le léger ralentissement du premier trimestre a été suivi d'un redressement marqué. L'activité a été très dynamique dans les services financiers et dans les services aux entreprises. La croissance des services aux particuliers a été vigoureuse au premier semestre, mais a décéléré

dans le courant de l'année sous l'influence du ralentissement de la consommation. Elle réaccélérait au premier semestre de 2001, les effets du choc pétrolier s'estompant à cet horizon.

Activité plus modérée dans les transports

L'activité des transports de marchandises a légèrement ralenti depuis le début de 2000. Le transport routier a connu des difficultés liées à la combinaison de la hausse du prix du gazole, de difficultés de recrutement et d'une vive concurrence internationale. D'après les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture du Ministère des Transports, ce ralentissement devrait se prolonger au début de 2001. Les transports de voyageurs ont connu une activité plus soutenue qui devrait se prolonger début 2001.

Léger ralentissement dans le commerce de gros et le commerce de détail

Les ventes ont été moins soutenues dans le commerce de gros en seconde partie d'année. Néanmoins, le rythme de l'activité demeure vigoureux dans le commerce des biens intermédiaires destinés à l'énergie et à la construction, ainsi que celui des biens d'équipement. L'activité avec l'étranger a elle aussi ralenti, sauf pour les biens d'équipement, ce qui atteste de la bonne tenue de l'investissement aussi bien en France que chez ses principaux voisins.

L'enquête de conjoncture de novembre 2000 suggère une poursuite du tassement de l'activité globale au cours des mois à venir, même si les perspectives générales demeurent à un niveau très élevé.

Après un premier trimestre dynamique, les ventes dans le commerce de détail ont ralenti sensiblement en 2000. Cependant, les achats de biens d'équipement du foyer ont contribué au maintien de l'activité. Les intentions de commandes sont en baisse depuis plusieurs mois dans le commerce non spécialisé mais restent bien orientées dans le commerce spécialisé.

Le BTP, très dynamique en 2000, ralentirait en 2001

L'activité dans le bâtiment a conservé en 2000 son très fort dynamisme de 1999 (5% de croissance environ chacune des deux années). Dans ce contexte, les difficultés de recrutement ont continué de s'accroître et dépassent désormais celles observées à la fin des années quatre-vingts. Cependant, l'activité ralentirait en 2001. En effet, les derniers effets favorables liés au dispositif Périssol ont touché à leur fin, de même que disparaîtra le surcroît d'activité dû aux tempêtes de décembre 1999. En outre, la remontée passée des taux d'intérêt, quoique mesurée, commencerait à peser sur les conditions de financement des ménages et des entreprises.

Dans le secteur des travaux publics, l'activité a fait preuve d'une grande vigueur en 2000, dans un contexte favorable lié au cycle électoral et renforcé par les dégâts à réparer suite aux tempêtes de décembre 1999. Les perspectives pour 2001 sont celles d'une croissance encore porteuse car les goulots de production apparus dans ce secteur en 2000 devraient conduire à un report d'activité sur l'an prochain. Le secteur privé resterait le moteur de cette croissance avec un secteur du bâtiment neuf toujours bien orienté. Cependant, la commande publique stagnerait : les commandes des collectivités locales devraient retomber après les élections.

Une production d'énergie heurtée

La production d'énergie aura été soutenue en 2000, mais heurtée en raison de la hausse du prix du pétrole. La baisse sensible au deuxième trimestre a été corrigée à l'été. La production d'électricité aurait accéléré au second semestre de 2000 en raison de la vigueur de la demande étrangère.

A l'horizon du prochain semestre, la production d'énergie progresserait sur un rythme annuel stable d'environ 2%.

PRODUCTION PRINCIPALEMENT MARCHANDE PAR BRANCHE

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Agro-alimentaire	0,7	1,6	-0,3	1,2	0,2	1,2	2,3	0,8	1,6	1,6	1,2
Énergie	-0,6	1,9	-0,4	2,4	1,0	3,0	1,3	2,0	2,4	0,9	2,1
Produits manufacturés	1,8	2,8	2,1	1,7	2,1	3,7	4,6	3,9	6,0	3,2	4,6
Construction	2,9	1,7	3,1	2,1	1,2	3,0	4,7	5,2	1,4	5,2	5,0
Commerce - Transports	2,1	3,0	1,5	1,1	1,8	3,3	5,1	2,7	4,6	4,1	3,8
Services marchands	1,5	1,9	1,9	2,0	1,5	4,5	3,4	3,9	4,2	3,5	3,9
Services financiers	1,3	2,0	1,5	1,4	1,0	1,9	3,3	2,9	1,3	3,1	3,3

■ Préviation

Ralentissement de la production agricole

La production céréalière a progressé de 2,5% cette année du fait de la hausse des productions d'orge et de maïs. La production bovine ne diminuerait que de 0,5% en 2000, mais le mouvement baissier s'accentue sur la fin d'année et se prolongerait au premier semestre de 2001. Les abattages ont déjà diminué de moitié par rapport à la normale au début

du quatrième trimestre 2000, et les exportations de boeufs français ont presque totalement cessé.

Soutenue jusqu'à l'automne, la production des industries agro-alimentaires devrait fortement ralentir dans les prochains mois. En effet, la production de viandes et de lait devrait diminuer sous l'effet de la crise de la vache folle. En revanche, la production des autres industries agro-alimentaires continuerait d'augmenter légèrement. ■

Résultats des entreprises

Comme il est habituel dans une phase d'expansion, le taux de marge des entreprises considérées dans leur ensemble a continué de s'améliorer au cours de l'année 2000 en dépit de la hausse du coût des consommations intermédiaires. Mais il s'est dégradé si l'on exclut la branche de l'énergie. Hors énergie, le taux de marge a baissé de 0,5 point en 2000. En effet, à l'exception des secteurs les plus en amont du processus de production, les entreprises n'ont pas répercuté les hausses de coûts des consommations intermédiaires dans leurs prix.

Au début de 2001, le taux de marge des entreprises -tous secteurs confondus- devrait se stabiliser au niveau atteint fin 2000 : les coûts des consommations intermédiaires ralentiraient, de même que les prix de vente de la branche énergie.

La hausse du coût des consommations intermédiaires a été peu répercutée dans les prix

Le coût unitaire des consommations intermédiaires a continué sa progression initiée au printemps 1999 en atteignant +5,4% en rythme annualisé au premier semestre de 2000. Après une accalmie au deuxième trimestre, le cours des matières premières, notamment du pétrole, a repris sa progression jusqu'en octobre 2000. Ces évolutions ont été renforcées par le recul de l'euro vis-à-vis des autres devises. Ces mouvements se sont répercutés sur les prix des emplois intermédiaires qui ont accéléré.

Avec la stabilisation du prix du pétrole et des matières premières, le coût des consommations intermédiaires ralentirait et s'établirait sur une pente annuelle de +1,8% au premier semestre de 2001.

La hausse du coût des matières premières importées ne s'est répercutée sur les prix de production que dans les branches les plus en amont du processus de production. Les prix de production dans l'ensemble de l'industrie manufacturière progresseraient de +1,3% en moyenne annuelle sur l'année 2000. Cette hausse reste localisée à la seule branche des biens intermédiaires, les prix baissant légèrement dans les autres branches. En revanche, les prix de production dans l'énergie et le bâtiment ont accéléré au cours de l'année 2000 (respectivement +24,2% et +3,9%).

Les prix de production de l'industrie manufacturière devraient un peu accélérer au premier semestre de 2001 en contrecoup de la hausse passée du coût des consommations intermédiaires, mais ce mouvement devrait rester de très faible ampleur. Dans l'énergie, les prix de production devraient se stabiliser au début 2001, avant de diminuer au deuxième trimestre.

Salaires et productivité ont peu affecté le taux de marge

Les autres éléments qui déterminent la marge des entreprises ont joué un rôle moins important. D'une part, la hausse de la productivité du travail a été de nouveau faible en 2000 (0,6% en 2000 après 0,9% en 1999) et a donc peu contribué à améliorer les marges, d'autre part, les coûts salariaux sont restés favorables pour les entreprises. Les salaires nominaux ont en effet progressé modérément et les entreprises ont bénéficié d'exonérations de cotisations sociales liées à la mise en place de la RTT.

Au début de l'année 2001, le taux de marge se stabiliserait au niveau de la fin de l'année 2000. La légère accélération des salaires réels serait compensée par un rebond de la productivité. ■

LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS LES ENF

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Coût des consommations intermédiaires	0,4	2,2	2,7	1,9	0,5	-1,6	2,7	4,6	-0,8	0,6	4,7
Coût salarial unitaire	0,4	-0,3	0,4	0,7	0,7	0,8	0,1	1,1	-0,6	0,8	0,5
Salaire (+)	0,8	0,8	0,8	1,2	1,2	1,6	1,6	2,0	1,8	1,7	1,8
Productivité (-)	0,3	1,1	-0,2	0,1	0,3	1,2	1,4	-0,1	2,4	0,9	0,6
Cotisations sociales employeurs (+)	-0,1	0,0	-0,5	-0,5	-0,2	0,3	0,0	-1,0	-0,1	0,1	-0,6
Coût unitaire total	0,3	1,3	1,9	1,4	0,5	-0,8	1,6	3,3	-0,7	0,6	3,2
Prix de production	0,1	1,1	1,7	1,5	0,5	-0,9	1,2	3,2	-1,2	0,1	2,9

■ Prévision